

**EXIGENCES PARTICULIÈRES POUR L'ATTRIBUTION
ET LE SUIVI DE LA MENTION :**

"RGE"

Date d'application : 01 Janvier 2021

SOMMAIRE	PAGES
1. OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION	3
2. QUALIFICATIONS CONCERNÉES.....	3 et 4
3. EXIGENCES PARTICULIÈRES	5 à 7
3.1 Référent technique RGE	5
3.2 Chantiers de référence.....	5 et 6
3.3 Contrôles de réalisation	6 et 7
4. SUIVI - SUSPENSION - RETRAIT	7
4.1 Procédure de suivi.....	7
4.2 Procédure de suspension.....	7
4.3 Procédure de retrait.....	7
5. MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRÉSENTES EXIGENCES	7
6. APPROBATION	8

1. OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

Le présent document a pour objet de spécifier les exigences particulières auxquelles doivent répondre les entreprises sollicitant la mention « RGE » venant en accompagnement d'une qualification dans le métier concerné.

2. QUALIFICATIONS CONCERNÉES

Seules les qualifications éligibles à la mention RGE sont concernées, à savoir :

21 Maçonnerie et béton armé :

2111 – 2112 – 2113 – 2114 – 2121 - 2132 – 2141 – 2142 – 2151 - 2163

22 Béton armé et béton précontraint :

2212 – 2213 – 2214

23 Charpente et structure en bois :

2301 – 2302 – 2303 – 2312 – 2313 – 2314 - 2342 – 2343 – 2344 – 2351 – 2352 – 2361 – 2362
– 2363 – 2364 – 2371 – 2372 – 2381 – 2382

31 Couverture :

3101 – 3111 – 3113 – 3121 – 3123 – 3132 – 3133 – 3143 – 3152 – 3153 – 3162 – 3163 –
3171 – 3172 – 3173 – 3181

32 Etanchéité :

3211 – 3212 – 3213 – 3221 – 3222 – 3223 – 3233 – 3271 - 3272

34 Calfeutrement et protection des façades :

3412 – 3413 – 3421 – 3422 – 3423 – 3424

35 Menuiseries extérieures :

3511 – 3512 – 3521 – 3522 – 3531 – 3532 – 3541 – 3542 – 3551 – 3552

37 Façades – Rideaux :

3712 – 3721 – 3722 – 3723

38 Parois en bardage :

3811 – 3813

41 Plâtrerie :

4112 – 4113 – 4131 – 4132 – 4133

43 Menuiserie intérieure en bois – Escaliers – Parquets – Clôtures et treillages :

4312 – 4322 – 4323

44 Métallerie :

4411 – 4412 – 4413

45 Fermetures et Stores :

4511 – 4512 – 4522 – 4532

47 Vitrerie – Miroiterie :

4711 – 4712

51 Plomberie – Eau chaude sanitaire :

5111 – 5112 – 5113 – 5121 – 5143

52 Chauffage et rafraîchissement :

5211 – 5212 – 5213 – 5214 – 5231 – 5232 - 5261 – 5262 – 5263 – 5264 – 5271 – 5272 – 5273
– 5274

53 Ventilation – Désenfumage – Traitement d'air :

5311 – 5312 – 5331 – 5332 - 5333

55 Gestion Technique du Bâtiment :

5511

61 Peinture :

6111 – 6112 – 6121

62 Revêtements de sols et de murs :

6261 – 6262

63 Carrelages - Revêtements – Mosaïques – Marbrerie :

6311 – 6312 – 6313 – 6341 – 6342 – 6343

66 Plafonds suspendus modulaires et tendus – Planchers surélevés :

6611 – 6612

71 Isolation thermique et acoustique :

7121 – 7122 – 7131 – 7132 – 7133 – 7142 – 7143

72 Isolation et traitement acoustique :

7212 – 7213

91 Agencement et aménagement de locaux :

9112 – 9113 – 9141 – 9142 – 9143 – 9161

3. EXIGENCES PARTICULIÈRES

Toutes les exigences décrites dans le référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise dans sa dernière version en vigueur s'appliquent. De plus, l'entreprise doit être titulaire d'une qualification dans le métier concerné et satisfaire aux exigences ci-après. La mention étant rattachée à une qualification, le retrait de la qualification entraîne la perte de la mention.

L'entreprise doit pouvoir apporter la preuve que les travaux donnés en sous-traitance ont été confiés à des entreprises, elles-mêmes titulaires d'une qualification RGE.

3.1 Référent technique RGE

L'entreprise doit apporter la preuve qu'elle dispose par établissement (établissement siège et/ou établissement(s) secondaire(s)), pour assurer l'organisation et l'encadrement de ses chantiers, d'un référent technique RGE et produire l'un des justificatifs suivants :

- un justificatif de formation qualifiante et/ou diplômante (diplôme d'état, certificat d'aptitude, CQP, titre professionnel...) portant sur l'approche énergétique du bâtiment,
- ou l'attestation de réussite à un QCM (note minimum de 24/30) délivrée par un organisme de formation agréé par les pouvoirs publics. Le QCM peut être précédé ou non d'une formation, FEEBat RENOVE notamment,
- ou les attestations de formation du suivi avant le 31/12/2014 des modules de formation 1 et 2 ou 1 et 5 du dispositif FEEBat ou équivalents.

Le référent technique RGE (qui peut être le chef d'entreprise) correspond au responsable technique de chantier au sens de l'Arrêté RGE du 1^{er} décembre 2015, modifié le 3 juin 2020.

En cas de départ du référent technique RGE, il doit être remplacé dans un délai de 6 mois maximum.

3.2 Chantiers de référence

L'entreprise doit fournir des chantiers de référence (rénovation ou construction neuve) qui concourent à l'efficacité énergétique, selon les règles ci-dessous. Pour chacun d'entre eux, l'entreprise doit fournir :

- l'attestation d'appréciation de travaux signée du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre,
- le devis descriptif détaillé des travaux,
- la facture détaillée qui comprend à minima : la distinction des postes « main d'œuvre/pose » et « fournitures » (sauf dispositions contraires, telles que les fiches d'opérations standardisées, dispositions CGI, etc.), le détail des produits mis en œuvre avec les caractéristiques techniques et performances des produits.

1. Cas d'une 1^{ère} demande d'une qualification avec mention RGE

L'entreprise doit présenter 3 chantiers de référence de moins de 4 ans correspondant à sa qualification métier dont a minima 2 chantiers couvrant la(les) catégorie(s) de travaux RGE demandée(s), un même chantier pouvant couvrir plusieurs catégories :

- si une seule catégorie de travaux demandée, fournir 2 chantiers RGE pour cette catégorie,
- si plusieurs catégories de travaux demandées, fournir 1 chantier RGE par catégorie de travaux (3 catégories = 3 chantiers RGE).

2. Cas d'une demande de mention associée à une qualification déjà détenue et cas de la révision d'une qualification avec mention

L'entreprise doit présenter au minimum 2 chantiers de référence de moins de 4 ans :

- si une seule catégorie de travaux demandée, fournir 2 chantiers RGE pour cette catégorie,
- si plusieurs catégories de travaux demandées, fournir 1 chantier RGE par catégorie de travaux (3 catégories = 3 chantiers RGE).

3. Cas d'une demande d'ajout de catégorie de travaux

En cas de demande d'une nouvelle catégorie de travaux, l'entreprise doit présenter un chantier de référence de moins de 4 ans par catégorie de travaux souhaitée.

3.3 Contrôles de réalisation

Le nombre de contrôles de réalisation dépend des catégories de travaux détenues par l'entreprise et de leur caractère critique ou non critique :

- un signe RGE rattaché à une catégorie de travaux non critique doit être audité dans les 24 mois suivant la délivrance du signe,
- un signe RGE rattaché à une catégorie de travaux critique doit être audité 2 fois avant l'échéance du signe, dont la 1^{ère} fois dans les 24 mois suivant la délivrance du signe.

Lors du lancement par Qualibat de la procédure de contrôle, l'entreprise doit présenter au moins 5 chantiers correspondant au signe RGE concerné et réalisés depuis moins de 2 ans, ou, à défaut, au moins 2 chantiers correspondant au signe RGE concerné et réalisés de moins de 4 ans.

Selon les exigences réglementaires, le contrôle porte sur les points suivants :

- remise d'un devis descriptif détaillé des travaux (marques, modèles et, le cas échéant, les éléments permettant l'estimation du Crédit d'impôt),
- réalisation des travaux en conformité avec les règles de l'art,
- remise d'un procès-verbal de réception, si les travaux sont terminés,
- remise de la facture détaillée et de toute attestation signée servant à l'obtention des aides publiques, si les travaux sont terminés,

- en fonction du moment où le contrôle est réalisé, la levée des éventuelles réserves dans le délai convenu avec le client,
- remise des notices, garanties et documents relatifs à l'utilisation et à l'entretien lorsqu'ils existent, si les travaux sont terminés,
- éléments essentiels de l'installation ou de l'ouvrage en relation avec la performance énergétique (cohérence devis / facture / réalisation), si les travaux sont terminés,
- respect des règles de sécurité sur le chantier.

4. SUIVI - SUSPENSION - RETRAIT

4.1 Procédure de suivi

Lors du suivi annuel réalisé par Qualibat, l'entreprise doit justifier que le référent technique RGE est toujours présent. Si ce n'est pas le cas, il doit avoir été remplacé dans les 6 mois suivant son départ. A défaut, l'entreprise s'expose à une suspension ou un retrait de la mention RGE.

4.2 Procédure de suspension

En l'absence de réponse à une ou plusieurs non-conformité(s) résultant d'un contrôle de réalisation, la commission d'examen peut prononcer une suspension soit de la mention seule, soit de la qualification et de la mention.

Cette suspension a une durée maximale de 3 mois.

4.3 Procédure de retrait

Le retrait de la qualification est applicable en cas de :

- non réponse à l'issue de la période de suspension,
- absence de réalisation du contrôle de réalisation dans les conditions du chapitre 3.3 *Contrôles de réalisation*.

5. MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRÉSENTES EXIGENCES

Lorsque des modifications substantielles sont apportées aux exigences du présent document, les entreprises en sont informées via le site internet de Qualibat, ainsi que du délai qui leur est donné pour s'adapter aux nouvelles dispositions.

6. APPROBATION

Chaque version du présent document est approuvée par le Conseil d'Administration de QUALIBAT.